

LE PREFET DE MAINE ET LOIRE

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des procédures environnementales
et foncières

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**ARRETE PORTANT MISE EN DEMEURE
ET MESURES CONSERVATOIRES**

**Société METABIO ENERGIES
Combrée
OMBREE D'ANJOU**

DIDD - 2018 n° 38

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

ARRETE

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.171-7 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} septembre 2010 (DIDD-2010-n° 443) autorisant la société METABIO ENERGIES à exploiter des installations de méthanisation, de compostage et de fabrication d'amendements organiques à Combrée, commune nouvelle d'Ombrée d'Anjou ;

Vu l'agrément sanitaire n° FR 49 103 021 délivré le 4 avril 2014 à la société METABIO ENERGIES pour ses installations de biométhanisation et de compostage situées à Combrée, commune nouvelle d'Ombrée d'Anjou ;

Vu la demande de la société METABIO ENERGIES du 9 juillet 2015, complétée le 13 avril 2016 et le 10 novembre 2016 visant à régulariser la situation administrative relative à l'élimination par valorisation en agriculture des digestats de l'unité de méthanisation ;

Vu le dossier déposé à l'appui de cette demande ;

Vu la décision en date du 7 février 2017 du président du tribunal administratif de Nantes portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2017 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 34 jours et demi du mardi 18 avril 2017 à 14h00 au lundi 22 mai 2017 à 17h00 sur le territoire des communes de Maine-et-Loire (Le Lion-d'Angers,

Erdre-en-Anjou, Armaillé. Ombree d'Anjou, Bouillé-Ménard, Segré-en-Anjou-Bleu, Chazé-en-Argos et Carbay), de Mayenne (La Boissière, Senonnes, Fontaine-Couverte, La-Selle-Craonnaise, Saint-Erblon, Congrier et Saint-Quentin-les-Anges. Bouchamps-les-Craon, Saint-Michel-de-la-Roë Renazé, Pommerieux, La Rouaudière, Craon et Chérancé) et pour la Loire-Atlantique (Saint-Julien-de-Vouvantes, La-Chapelle-Glain, Sucé-sur-Erdre, Le Pin et Joué-sur-Erdre, Juigné-les-Moutiers, Erbray, Nort-sur-Erdre et Casson ainsi que Soudan) ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis des conseils municipaux des communes concernées par le plan d'épandage et les réponses apportées par le demandeur ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu les modifications apportées au périmètre d'épandage par le demandeur par rapport au dossier ayant fait l'objet de l'enquête publique ;

Vu les nouveaux aménagements de stockage sollicités par le demandeur postérieurement à l'enquête publique par courriers du 12 décembre 2017 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 13 février 2018 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par message du 13 février 2018 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 181-3 du titre VIII du livre I du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les évolutions postérieures à l'enquête publique apportées à la demande constituent une modification du dossier initial ;

CONSIDERANT que de ce fait le dossier présenté au public n'a pas permis sa parfaite information ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il est nécessaire qu'un dossier de demande actualisé, intégrant l'ensemble des modifications intervenues dans le projet initial, soit déposé pour régulariser la situation afin qu'il soit de nouveau instruit et soumis à enquête publique ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à préserver les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur la proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Titre 1 - Mise en demeure

Article 1.1 -

La société METABIO ENERGIES sise en Z.A. Bel Air à Combrée, commune nouvelle d'Ombrée d'Anjou, dont le siège social est situé à la même adresse, est mise en demeure de régulariser la situation administrative relative à l'élimination par valorisation en agriculture des digestats de l'unité de méthanisation dans un délai de 9 mois en déposant un dossier actualisé et complet de demande d'autorisation.

Titre 2 - Mesures conservatoires

Article 2.1 -

Jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de régularisation visée au titre 1, l'exploitant est tenu de respecter les mesures conservatoires suivantes pour la mise en œuvre de l'épandage de ses digestats.

Article 2.2 - Limites de l'épandage

L'épandage concerne exclusivement les digestats liquides produits par l'usine de méthanisation de Combrée, pour une quantité maximale de 24 000 t/an, valorisés sur les parcelles agricoles retenues dans le cadre de l'étude préalable jointe à la demande de novembre 2016, sous réserve des dispositions de l'article 2.13.2 ci-après.

Les parcelles intégrant le plan d'épandage ne reçoivent aucun autre sous-produit organique urbain, agricole ou industriel.

Article 2.3 - Réglementations applicables

Outre les dispositions du Code de l'environnement, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement, pour les parties qui le concerne (*liste non exhaustive*).

Dates	Références des textes généraux applicables
27/08/93	Décret 93-1038 codifié par les articles R. 211-75 à R. 211-79 du Code de l'environnement, relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

02/02/98	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 17/08/98
10/01/01	Décret 2001-34, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
06/03/01	Arrêté relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
19/12/11	Arrêté relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, complété par l'arrêté du 23/10/13, et les déclinaisons régionales : arrêté du 24/06/14 établissant le programme régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région pays-de-la-Loire
21/08/14	5 ^{ème} programme d'actions Directive nitrates pour la région pays-de-la-Loire
21/12/12	Arrêtés portant délimitation des zones vulnérables en Loire-Bretagne, complété par l'arrêté du 13/03/15
29/07/15	Arrêté établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région pays-de-la-Loire
18/11/15	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne

Tableau 1 - Textes généraux applicables au plan d'épandage

Article 2.4 - Personne compétente

Le plan d'épandage est suivi et piloté par au moins une personne compétente, interne à la société METABIO ENERGIES ou extérieure, nommément désignée par l'exploitant, y compris si sa mise en œuvre est exécutée par les installations repreneuses.

Article 2.5 - Surveillance des incidences

La surveillance des incidences considère autant les digestats liquides, avant leur expédition de l'usine ou dans les fosses déportées, que les prélèvements de sols des parcelles du plan d'épandage.

Article 2.5.1 - Programme de surveillance

L'exploitant met en place un programme de surveillance et de suivi du plan d'épandage dont le contenu est régulièrement adapté pour tenir compte des évolutions du périmètre du plan, de la composition des digestats liquides entre la production (usine) et l'utilisation (contenu des fosses déportées) ainsi que de leurs évolutions éventuelles notamment à la suite de changements intervenus dans leur mode de production, des prélèvements de sols des parcelles du plan d'épandage, des connaissances des effets de leurs émissions sur la santé et l'environnement ainsi que des obligations réglementaires.

L'exploitant met en place une organisation lui permettant d'obtenir rapidement les résultats de cette surveillance et de déployer les actions correctives dans les meilleurs délais.

Article 2.5.2 - Méthodes d'échantillonnage et d'analyses

Les prélèvements et les mesures sont réalisés, par des personnes compétentes, conformément aux modalités d'analyses retenues par la réglementation et les normes de référence, ou à défaut, à l'état de l'art au moment de leur exécution.

Les méthodes d'échantillonnage, de préparation et d'analyses de l'intégralité des paramètres mesurés dans les digestats liquides comme dans les sols sont conformes aux dispositions de

l'annexe VII.d de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.5.3 - Contrôles complémentaires et inopinés

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques au plan d'épandage ou à ses incidences dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions prescrites.

Article 2.5.4 - Gestion des dépassements

En cas de dépassements des valeurs prescrites, l'exploitant interrompt les épandages et les digestats liquides sont expédiés vers une installation de traitement adaptée et autorisée. La dilution des digestats liquides non conformes ne constitue pas un mode de traitement et n'est pas autorisée.

Avant la reprise des épandages, l'exploitant s'assure de la conformité des digestats liquides vis-à-vis des paramètres suivis et met en place une surveillance renforcée au travers de mesures hebdomadaires qui doivent valider des résultats satisfaisants pendant un mois complet avant la reprise du suivi selon le rythme prescrit. Au besoin, des mesures complémentaires de sols sont exécutées pour attester de l'état satisfaisant des milieux.

La gestion de ces dépassements fait l'objet de retours d'expériences présentés dans la synthèse annuelle.

Article 2.6 - Synthèse

Pour le 1^{er} mars, l'exploitant transmet une synthèse commentée relative à l'exécution du plan d'épandage au cours de l'année précédente dans laquelle figurent, a minima, l'interprétation des résultats des contrôles, les conclusions des analyses d'incidences ainsi que les retours d'expériences.

Cette communication est annuelle sauf en cas de dépassements des valeurs prescrites ou d'éléments appelant un porté à connaissance du préfet pour lesquels la transmission est immédiate.

Article 2.7 - Justifications des conditions de respect du présent arrêté

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect de l'intégralité des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sauf ceux dont la transmission est explicitement prévue.

Article 2.8 - Informations des tiers

L'exploitant informe les municipalités et les structures de gestion des captages AEP des

éléments du plan d'épandage et de son suivi, notamment les dates prévisionnelles d'épandage comme les périodes de remplissage des fosses déportées. Il tient ces mêmes informations à la disposition des tiers qui le demandent, pour la partie des surfaces qui les concerne,

Article 2.9 - Conditions générales et objectifs des épandages de digestats liquides

Les épandages de digestats liquides sur ou dans les sols agricoles respectent les règles de gestion et de suivi fixées par la réglementation générale et locale, dont les arrêtés régionaux, en particulier ceux relatifs au 5^{ème} programme d'actions Directives nitrates pour la région Pays-de-la-Loire, ainsi que par les documents d'orientation opposables et les bonnes pratiques qui visent notamment l'équilibre de la fertilisation.

La nature, les caractéristiques et les quantités des digestats liquides destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directement ou indirectement, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au maximum.

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière à :

- assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, la percolation rapide ;
- empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque éco-toxicologique ;
- empêcher le colmatage du sol.

Article 2.10 - Conditions particulières d'épandage

L'exploitant prend toutes les dispositions techniques, lors des phases de production comme d'utilisation des digestats liquides, afin de réduire les émissions olfactives.

Les bonnes pratiques et les meilleures techniques disponibles sont systématiquement déployées.

Les justificatifs quant à la limitation de ces nuisances sont disponibles en toutes circonstances.

Concernant les moyens matériels, l'épandage se fait impérativement avec des pendillards sur les cultures en place et des pendillards suivi d'une incorporation dans un délai de 12 heures maximum ou d'un enfouisseur pour les cultures à mettre en place. Toute technique susceptible de favoriser la dispersion d'odeurs, notamment l'emploi d'asperseurs, de palettes..., est strictement interdit.

Aucun épandage de digestats liquides n'est réalisé les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2.11 - Contractualisation des pratiques

L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ou conventions ont été établis entre les parties suivantes :

- le producteur des digestats et le prestataire réalisant les opérations d'épandage ;
- le producteur des digestats et les agriculteurs exploitant les terrains, ces derniers pouvant également assurer les opérations d'épandage.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

Article 2.12 - Limitations des épandages

Article 2.12.1 - Caractéristiques des sols

Les digestats liquides ne peuvent pas être épandus si les teneurs en Eléments Traces Métalliques (ETM) dans les sols dépassent l'une des valeurs suivantes :

Paramètres	Valeur limite en mg/kg MS
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Tableau 2 - Caractéristiques des sols en ETM

Les digestats liquides ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5 ;
- la nature des déchets peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 ci-après.

Article 2.12.2 - Caractéristiques des digestats liquides à épandre

Les digestats liquides à épandre ont un pH compris entre 6,5 et 8,5 et présentent les caractéristiques maximales suivantes en Eléments Traces Métalliques (ETM), Composés Traces Organiques (CTO) et impuretés. En outre, les flux cumulés apportés sur 10 ans par les digestats liquides ne dépassent pas les valeurs indiquées infra :

Éléments Traces Métalliques - ETM	Valeur limite ETM des digestats liquides en mg/kg MS	Flux cumulé ETM apporté par les déchets en 10 ans en g/m ²	
		Cas général	Épandage sur pâturage ou sols de pH < 6
Cadmium	10	0,015	0,015
Chrome	1000	1,5	1,2
Cuivre	1000	1,5	1,2
Mercur	10	0,015	0,012
Nickel	200	0,3	0,3
Plomb	800	1,5	0,9
Sélénium	---	---	0,12
Zinc	3000	4,5	3
Cr+Cu+Ni+Zn	4000	6	4

* pour le pâturage uniquement

Tableau 3 - VLE et flux cumulés en Éléments Traces Métalliques (ETM)

Composés Traces Organiques - CTO	Valeur limite CTO dans les déchets/effluents en mg /kg MS		Flux cumulé CTO apporté par les déchets/effluents en 10 ans en mg/ m ²	
	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB*	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(b)pyrène	2	1,5	3	2

* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

Tableau 4 - VLE et flux cumulés en Composés Traces Organiques (CTO)

Dans le cas de digestats issus de déchets déballés :

Inertes et impuretés	Valeurs limites en impuretés
Films + PSE > 5 mm	< 0,3 % MS
Autres plastiques > 5 mm	< 0,8 % MS
Verres + Métaux > 2 mm	< 2 % MS

Tableau 5 - Taux maximal d'impuretés

Article 2.12.3 - Quantité maximale à épandre

La quantité maximale d'Azote (organique) contenu dans les digestats liquides épandus ne dépasse pas, en moyenne à l'échelle du plan d'épandage, la valeur de 170 kg/an/ha de Surface Agricole Utile (SAU).

Sans préjudice du respect de l'équilibre de fertilisation, les apports en azote (exprimé en N global) de toutes origines, sur les cultures hors légumineuses, ne dépassent pas la valeur de 200 kg/an/ha de SAU.

Sur les cultures de légumineuses, aucun apport azoté n'est autorisé.

En outre, l'exploitant met en place le seuil d'alerte de 190 kg/an/ha de SAU pour les

exploitations situées en Zones d'Actions Renforcées (ZAR) le conduisant à déclarer, avant le 30 mars à la DDT du département concerné en cas de dépassement, les justificatifs prévus conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 juin 2014 du préfet de la région des Pays-de-la-Loire.

Tous les fertilisants azotés sont considérés pour le calcul de ce plafond, qu'ils aient subi ou non un traitement ou une transformation, y compris lorsqu'ils sont homologués ou normés.

Pour le Phosphore, l'exploitant respecte l'équilibre de la fertilisation de chaque exploitation agricole prêteuse de terres.

Concernant les Matières Sèches, la dose finale retenue est au plus égale à 3 kgMS/m², sur une période de dix ans, hors apport de terre et de chaux.

Article 2.13 - Interdictions d'épandage

Article 2.13.1 - Dispositions générales

Les digestats liquides sont épandus conformément au calendrier prévisionnel correspondant aux besoins cultureux présentés dans le dossier de demande et dans le respect des limitations réglementaires en vigueur et des objectifs des programmes d'actions contre les nitrates.

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel, détrempé ou abondamment enneigé ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- au moyen de dispositifs qui produisent des brouillards.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique, les épandages de digestats liquides respectent les distances et les délais minima ci-après :

Nature des activités à protéger	Distances minimales	Domaines d'application
Prélèvements d'eaux destinées à l'alimentation humaine	50 m 100 m	pente inférieure à 7 % pente supérieure à 7 %
Autres prélèvements d'eaux (puits, forages et sources)	35 m 100m	pente inférieure à 7 % pente supérieure à 7 %
Cours d'eau et plans d'eau	35 m des berges 200 m des berges	pente inférieure à 7 % pente supérieure à 7 %
Lieux de baignade	200 m	
Sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchylicoles)	500 m	

Habitation ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public	50 m 100 m en cas de digestats odorants	Avec un enfouissement obligatoire sous 12 heures sur terres nues
Type de culture	Délais minimaux	Domaines d'application
Herbages ou cultures fourragères	Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou la récolte des cultures fourragères	
Terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru	Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même	

Tableau 6 - Conditions d'épandage

Article 2.13.2 - Dispositions particulières

Le plan d'épandage respecte les arrêtés de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des captages d'eau potable.

Afin de garantir la protection de la ressource constituée par le captage du Plessis-Pas-Brunet (région de Nort-sur-Erdre), classé prioritaire au titre du Grenelle, les parcelles comprises dans ses périmètres de protection ainsi que les îlots cultureux localisés dans son bassin d'alimentation sont exclues du plan d'épandage. En l'espèce, il s'agit des parcelles 34-13, 34-15, 34-16, 34-17, 34-18, 34-22 et 34-21 en partie situées dans le PR2 du GAEC de la Coucoucerie.

Les parcelles 23-04 et 23-10, exploitées par M Christian GUILLON, situées à proximité du bourg de Bel Air à Combrée, sont exclues du plan d'épandage.

L'îlot n° 1 (parcelle 115 de la section H) situé sur la commune de Craon, exploité par M Christian DEMAS, est exclu du plan d'épandage compte tenu de son inaptitude à l'épandage.

Les parcelles du GAEC 4H, exploitées en agriculture « bio », sont exclues du plan d'épandage.

Les parcelles ZM4, ZM14 et ZM18 situées en amont de l'étang de la Selle sur la commune de Saint-Julien de Vouvantes (44), ainsi que les parcelles OC528, OC679 et YB30 situées à proximité du château de La Motte Glain sur la commune de La Chapelle Glain (44), exploitées par l'EARL « l'Etang de la Selle », sont exclues du plan d'épandage.

L'îlot n° 5, situé face au château de La Boissière, qui ne fait pas parti du GAEC Georget, est exclu du plan d'épandage.

Article 2.14 - Suivi du plan d'épandage

Article 2.14.1 - Programme prévisionnel annuel

Un programme prévisionnel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter-culture) sur ces parcelles ;
- les analyses des sols portant sur les paramètres pertinents caractérisant leur valeur agronomique ;
- la caractérisation des digestats liquides à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
- les préconisations et recommandations spécifiques d'utilisation des digestats liquides (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans l'exécution des épandages.

Article 2.14.2 - Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans comporte les informations minimales suivantes :

- les quantités de digestats liquides épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de la localisation de ses digestats liquides (dépôts temporaires, transports ou épandages), en référence à la période de leur production et aux analyses réalisées.

Article 2.14.3 - Bilan des épandages

Un bilan de l'épandage, dressé annuellement, comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des digestats liquides épandus ;

- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale ainsi que les résultats des analyses de sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie de ce bilan est adressée aux agriculteurs concernés ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Article 2.15 - Surveillance des digestats liquides épandus et des sols

Article 2.15.1 - Nature des analyses de surveillance des digestats liquides épandus

Au fil de leur production, les digestats liquides font l'objet d'analyses dont les résultats sont interprétés et diffusés auprès des agriculteurs repreneurs avant tout épandage. Ces analyses, réalisées sur des échantillons moyens représentatifs des lots de digestats liquides produits portent sur :

- les éléments de caractérisation de leur valeur agronomique, a minima – pH, rapport C/N, taux de matières sèches et de matières organiques (en %), azote global (N), azote ammoniacal (NH_4), phosphore total (P_2O_5), potassium total (K_2O), calcium total (CaO), magnésium total (MgO) et les oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn) ;
- les Eléments Traces Métalliques (ETM) listés dans le tableau 3 supra ;
- les Composés Traces Organiques (CTO) listés dans le tableau 4 supra ;
- les impuretés listées dans le tableau 5 supra.

Le volume des digestats liquides épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

Article 2.15.2 - Fréquence d'analyses des digestats liquides

Les fréquences d'analyses des digestats liquides, par typologie de paramètres recherchés, sont les suivantes :

- Valeur agronomique des digestats liquides en sortie d'usine : Bimestrielle ;
- Valeur agronomique des digestats liquides dans les fosses de stockage utilisées : Trimestrielle ;
- Eléments Traces Métalliques (ETM) : Bimestrielle ;
- Composés Traces Organiques (CTO) : Trimestrielle.

En cas de dépassement d'une des valeurs fixées, les épandages sont interrompus et les digestats liquides sont expédiés en traitement adapté dans une installation autorisée. Toute dilution destinée à rendre conforme les lots non conformes est interdite.

Article 2.15.3 - Surveillance des sols

Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols sont analysés sur chacun des points de référence représentatifs d'une zone homogène, tels que déterminés dans l'étude préalable du plan d'épandage :

- après l'ultime épandage sur la ou les parcelles venant à être retirées du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les 10 ans.

Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au tableau 2 supra.

Article 2.16 - Stockages déportés de digestats liquides

Les dispositions du présent article s'appliquent sans distinction aux fosses déportées de stockage des digestats liquides construites en béton ou en géomembranes sauf pour les prescriptions qui concernent explicitement l'une ou l'autre des techniques de construction.

Article 2.16.1 - Stockage des digestats liquides

L'exploitant dispose d'un volume de stockage de digestats liquides correspondant à au moins 6 mois de production qui garantit la gestion des digestats liquides pendant les périodes d'interdiction d'épandage compte tenu des caractéristiques des produits à valoriser et du plan d'épandage.

Ce volume de stockage peut être réparti entre l'usine et des fosses déportées directement gérées par les repreneurs. Ces dépôts de digestats liquides étant des installations connexes du plan d'épandage, les prescriptions du présent titre s'appliquent et peuvent alors être contrôlées.

Pendant le temps d'entreposage temporaire des digestats liquides produits par l'unité de méthanisation de Combrée, ces fosses leur sont exclusivement dédiées, aucun autre déchet ou effluent ne peut y être entreposé en même temps, y compris ceux de l'exploitation repreneuse.

Article 2.16.2 - Localisation des fosses déportées

Le plan d'épandage dispose de 24 fosses déportées de stockages temporaire de digestats liquides telles que localisées dans le tableau suivant :

Exploitations	Adresse	Commune	Section	Parcelles	Volume de stockage en m³
SCEA La Fossaie	St Anne des Landes	Soudan	ZP	6	500
EARL MG	Landerouère	Sennones	ZB	112	500
EARL de La Mayère	La Mayère	Congrier	ZL	47 - 96	1000
GAEC de l'Araize	La Soulerie	La Rouadière	AB	185	350
Pointeau Sébastien	La Gallière	Bouchamps-les-Craon	ZB	43	250
Morin Vincent	La Beaudouinière	Bouchamps-les-Craon	ZK	18	130
EARL du Plessis Batard/JP Chazé	Le Plessis Batard	Pommérieux	E	78	250

SCEA de La Rivière	La Rivière Gillet	Nyoseau	D	70	375
Courcier Philippe	La Menottière	Renazé	ZC	83	400
Poirier Alexandra	Germond	St-Michel-de-la-Roë	ZE	79	550
EARL du Muguet	Champagné	Chérancé	ZI	72	150
Guion Francine	La Chagnonnière	Fontaine Couverte	E	746	400
Dutertre Emmanuel	La Gancherie	Congrier	ZI	41	586
Guillon Christian	Le Bois d'Olivard	Bouillé Ménard	C	113	500
EARL Les Varades	Loguay	Armaillé	ZL	42	900
EARL de La Plaine	Pruillé Village	Armaillé	C	51	300
SCEA de Landebroc	Landebroc	Nort-sur-Erdre	XR	36 - 48	2 282
GAEC de Livets	Livet	St-Quentin-les-Anges	ZB	36	600
EARL de La Rivière	La Rivière	Pouancé	C	1 051	350
EARL Georget	La Morinière	La Boissière	ZH	21	350
EARL de La Pichardière	La Pichardière	St Erblon	ZI	12	600
Demas Christian	La Rivière	Craon	H	114	390
GAEC Luet	Nuillé	Le Bourg d'Iré	A	683	500
Guerois Jean-Jacques	Sainte Marie	Renazé	ZN	33 - 42	1 200
Total					13 413

Tableau 7 - Localisation des fosses déportées

Article 2.16.3 - Implantation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, aucune fosse n'est située dans le périmètre de protection d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine, et à moins de 35 m des puits, forages, sources...

En outre, elles sont positionnées à au moins 100 m de toute habitation occupées par des tiers, exception faite des fermes qui les accueillent dans le cadre du plan d'épandage, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers au moment de leur construction, des établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets ou des eaux usées et de stades ou terrains de camping agréés.

L'exploitant s'assure en permanence et en toutes circonstances du respect de cette prescription.

Article 2.16.4 - Construction et pose des ouvrages de stockage des digestats liquides

Les fosses déportées associées au plan d'épandage des digestats liquides sont positionnées au plus près des installations repreneuses.

Sans préjudice des autres réglementations, notamment celles issues du code de l'urbanisme et du code de l'environnement, les ouvrages sont convenablement dimensionnés et construits selon les règles de l'art, sur un sol stabilisé et un fond de forme en pente pour faciliter le

drainage des gaz et l'écoulement des eaux jusqu'aux drains.

Sous le fond des fosses, un dispositif assure le drainage et l'évacuation des eaux souterraines et des gaz naturels. Ce dernier est indépendant du drainage périphérique visant à limiter les infiltrations d'eaux superficielles sous les fosses.

Sur le fond et les flancs des fosses est disposée une protection étanche intercalée entre les digestats liquides stockés et la couche de drainage. Cette protection résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques induits par le terrain naturel comme par l'action des digestats. L'ensemble dispose d'une garantie de construction au moins décennale.

Dans le cas des géomembranes, l'exploitant fait appel à un poseur compétent dans ce domaine qui s'appuie sur des référentiels techniques de pose et de soudage des laies reconnus par la profession (Comité français des géosynthétiques, Association française des applicateurs de géomembranes...). Si des raccordements (soudures) s'avèrent nécessaires, ils ne modifient pas la tenue de l'ouvrage aux sollicitations évoquées supra, dans des conditions normales d'exploitation.

Pour chaque fosse, l'exploitant constitue un dossier technique spécifique à l'ouvrage dans lequel figure le dossier de construction, les attestations de construction et de pose ainsi que les contrôles de conformité aux référentiels du fournisseur, du poseur ou des constructeurs. Ce dossier est tenu à jour et à disposition. A défaut de disponibilité de ces documents, l'exploitant fait procéder à un contrôle des conditions de construction des fosses de stockage par un bureau de contrôle reconnu qui atteste de la conformité des ouvrages à l'intégralité des prescriptions supra.

Article 2.16.5 - Autres équipements

Chaque fosse dispose des équipements complémentaires suivants :

- une tranchée d'ancrage périphérique pour l'arrimage extérieur (géomembrane) ;
- des événements en nombre suffisant pour évacuer les gaz à l'atmosphère (géomembrane) ;
- un regard en sortie du réseau de drains des eaux souterraines, accessible et entretenu, permettant le contrôle visuel des écoulements et la réalisation de prélèvements pour analyse ;
- au moins deux échelles à rongeurs (géomembrane) ;
- une clôture solide interdisant l'accès à la fosse ;
- une signalétique adaptée aux risques associés à l'ouvrage (noyade...) ;
- une garde minimale de 50 cm est réservée aux fosses béton et de 40 cm pour les géomembranes.

Les fosses situées à moins de 100 m de locaux habités ou occupés par des tiers de l'exploitation repreneuse sont couvertes par un dispositif limitant les émissions olfactives (par exemple un toit souple).

Pour les autres fosses, le même type de dispositif est installé sauf si l'exploitant justifie de l'absence de gêne après avoir procédé à une évaluation périodique, a minima à l'issue de chaque remplissage, de l'intensité olfactive perçue depuis les locaux habités ou occupés par les tiers.

Article 2.16.6 - Surveillance de l'ouvrage

Les ouvrages de stockage font l'objet d'une surveillance régulière visuelle, en particulier des écoulements transitant par le regard de drainage et de leur étanchéité.

Au moins une fois par an, les ouvrages font l'objet d'un contrôle formalisé des prescriptions supra, en particulier de leur étanchéité, notamment à l'issue de leur vidange.

Tout rejet ou déversement au milieu naturel est interdit.

Article 2.16.7 - Interventions

En cas de détection de fuite par les drains ou tout autre constat de nature à remettre en cause les qualités attendues de l'ouvrage, l'exploitant vide la fosse sans délai, procède aux réparations et à un contrôle de l'ensemble qui donne lieu à une nouvelle attestation de conformité de l'ouvrage avant sa remise en service.

Article 2.16.8 - Conditions de transport

L'exploitant s'assure auprès de ses prestataires de la bonne prise en compte des conditions de circulation sur les voies de desserte des fosses au travers de formations et de consignes adaptées, en particulier pour la vitesse des véhicules. Ces consignes sont écrites et remises aux intervenants.

Aucune livraison de digestats liquides n'est réalisée les samedis, dimanches et jours fériés. Les livraisons sont exécutées pendant les heures ouvrables.

Les digestats liquides sont transportés en camions équipés de citernes étanches.

Article 2.16.9 - Usage du réseau routier

L'usage d'un réseau routier communal, notamment les chemins vicinaux, fait l'objet d'une information de la municipalité concernée.

Les réparations liées aux désordres occasionnés par la circulation des camions de livraison de digestats restent de la responsabilité de l'exploitant qui en assure la réparation sauf convention, contrat ou accord écrit intervenu entre les parties concernées, municipalités, transporteurs, repreneurs...

Titre 3 - Information - Publicité – Exécution - Délais et voies de recours

Article 3.1 - Information

La mise en œuvre et le suivi du plan d'épandage peuvent être évoqués devant la commission locale d'information prévue à l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2010 autorisant la société Méta Bio Energies à exploiter des installations de méthanisation, de compostage et de fabrication d'amendements organiques sur le territoire de la commune d'Ombrée d'Anjou.

Article 3.2 - Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie d'OMBREE D'ANJOU et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'OMBREE D'ANJOU et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Il peut être consulté à la préfecture de Maine-et-Loire, à la sous-préfecture de SEGRE EN ANJOU BLEU et dans les mairies du Lion-d'Angers, Erdre-en-Anjou, Armaillé. Ombrée d'Anjou, Bouillé-Ménard, Segré-en-Anjou-Bleu, Chazé-en-Argos et Carbay, situées en Maine-et-Loire, de La Boissière, Senonnes, Fontaine-Couverte, La-Selle-Craonnaise, Saint-Erblon, Congrier et Saint-Quentin-les-Anges. Bouchamps-les-Craon, Saint-Michel-de-la-Roë Renazé, Pommerieux, La Rouaudière, Craon et Chérancé situées en Mayenne et de Saint-Julien-de-Vouvantes, La-Chapelle-Glain, Sucé-sur-Erdre, Le Pin et Joué-sur-Erdre, Juigné-les-Moutiers, Erbray, Nort-sur-Erdre et Casson ainsi que Soudan situées en Loire Atlantique.

Article 3.3 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de SEGRE EN ANJOU BLEU, le maire d'OMBREE D'ANJOU, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 15 FEV. 2018

Le préfet,

Bernard GONZALEZ



Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut-être contesté par le demandeur dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.